Des avancées pour le droit à l'eau

Dossier de

br /> la rédaction de H2o March 2023

En matiÃ"re d'accÃ"s à l'eau des publics non raccordés au réseau d'eau potable, le droit français a récemment évoluà maniÃ"re trÃ"s positive sous impulsion d'une directive européenne et incombe désormais de nouvelles responsabilités aux collectivités territoriales.

En janvier, une ordonnance relative à l'accÃ"s et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine vient étene les compétences des collectivités en matiÃ"re d'accÃ"s à l'eau afin de "garantir l'accÃ"s de chacun à l'eau destinée à la consommation humaine, même en cas d'absence de raccordement au réseau public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, y compris des personnes en situation de vulnérabilité liée à des facteurs sociaux, économique ou environnementaux". Pour les 330 000 personnes vivant sans domicile, les 100 000 personnes vivant en habitats de fortune, et celles, encore plus nombreuses qui connaissent des difficultés d'accÃ"s à l'eau dans les territoires d'outremer, les nouvelles normes issues de cette ordonnance représentent plusieurs avancées déterminantes vers une plus grande effectivité du droit à l'eau en France.

La Coalition Eau et Solidarités International proposent ici un article de décryptage complet pour présenter ces avancées en matiÃ"re d'accÃ"s à l'eau et analyser les nouvelles obligations incombant aux collectivités pour garantir l'accÃ"s à l'eau potable des populations non raccordées sur leur territoire.

Coalition Eau Â